

Faire en sorte que la migration fonctionne pour les femmes et les hommes dans les marchés du travail ruraux

De nombreux ménages ruraux pauvres considèrent la migration vers des zones urbaines, vers d'autres zones rurales, ou encore à l'étranger, comme une stratégie pour échapper à la pauvreté ou améliorer la qualité de leurs vies. Les modèles migratoires diffèrent d'un continent à l'autre et d'un pays à l'autre au sein d'un même continent, et évoluent au fil des ans. L'un des changements les plus significatifs survenus dans la deuxième moitié du siècle dernier réside dans la proportion croissante des femmes qui deviennent migrantes : aujourd'hui, elles constituent la moitié de la population migrante internationale, et migrent souvent de manière indépendante en tant que personnes ayant la charge principale de subvenir aux besoins économiques de leurs familles.¹ Poussée par des forces économiques, sociales et politiques ainsi que par de nouveaux défis (tels que la dégradation environnementale, les catastrophes naturelles ou les conséquences du changement climatique), la migration peut à la fois apporter des bénéfices et constituer un coût pour les migrants eux-mêmes, leurs familles et leurs communautés d'origine et de destination, en fonction du profil et du sexe des migrants et des spécificités du marché du travail.

LE SAVIEZ-VOUS ?

- Plus de 214 millions de personnes résidaient en dehors de leurs pays d'origine en 2010, contre 190 millions en 2005, avec une augmentation du nombre des pays d'origine et de destination.²
- Toutefois, l'essentiel des migrants ruraux dans les pays en développement se déplacent à l'intérieur même de leur pays, rejoignant les zones urbaines³. Au cours des 50 dernières années, 800 millions de personnes ont migré depuis les zones rurales jusqu'aux zones urbaines, et ce nombre est en augmentation croissante.⁴ Au Mexique, par exemple, entre 1995 et 2000, seuls 5 % à 9 % du nombre total des migrants étaient des migrants venant de pays étrangers.⁵
- Les profils sexospécifiques de la migration sont distincts en fonction des pays. Par exemple, dans les flux migratoires vers les États-Unis en provenance de l'Inde ou du Salvador, les hommes prédominent ; en revanche, parmi les migrants en provenance de la Chine, de la République de Corée ou de la République dominicaine, il y a davantage de femmes que d'hommes qui migrent.⁶
- Les femmes constituent environ la moitié du total de la population migrante internationale⁷, mais représentent 60 % (ou plus) des migrants provenant de certains pays (tels que l'Indonésie et les Philippines). Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de migrer à l'intérieur d'un pays ou d'à peine passer les frontières.
- La plupart des pays de destination ont des marchés du travail où règne la ségrégation en fonction du sexe, les migrantes étant concentrées dans les travaux domestiques ou de soins aux personnes, et les hommes dans la construction, le transport et le commerce.
- Les salaires des migrantes sont en règle générale inférieurs aux salaires des migrants.⁸ En 2008, les migrantes récemment arrivées au Royaume-Uni avaient 1,5 fois plus de chances que les migrants de recevoir une rémunération inférieure au salaire minimum national.⁹
- Les envois de fonds constituent le deuxième plus important flux de ressources vers les pays en développement (328 milliards d'USD transférés en 2008). La valeur de ces transferts formels approche le triple de celle de l'Aide publique au développement (APD) et représente jusqu'à 10 % du PIB dans certains pays.¹⁰ L'Amérique latine et les Caraïbes en reçoivent 25 %, l'Asie de l'Est et le Pacifique 24 % ; l'Afrique subsaharienne reçoit moins de 5 % de tous les envois de fonds à l'étranger.¹⁰
- On estime que 500 millions de personnes (8 % de la population mondiale) dépendent, au moins en partie, des envois de fonds. Au niveau des ménages, les envois de fonds peuvent être très substantiels. Au Sénégal, par exemple, ils représentent 30 % à 70 % du budget des ménages.¹⁰
- Certaines études estiment qu'une augmentation de 10 % par habitant des envois de fonds officiels à l'étranger peut entraîner une baisse de 3,5 % du pourcentage de personnes pauvres vivant avec moins de 1 USD par jour.¹²

POURQUOI EST-IL NECESSAIRE D'AGIR ?

Les retombées de la migration rurale sur les marchés locaux du travail, sur la division sexospécifique du travail ainsi que sur la production agricole et la sécurité alimentaire peuvent être positives ou négatives, en fonction des facteurs suivants :

- la(les) personne(s) qui migre(nt) (individus ou familles et leurs caractéristiques : l'âge, le sexe, le niveau d'études, les qualifications et les atouts) ;
- les raisons de la migration (de meilleures conditions de vie, le regroupement familial, la nécessité de fuir des conflits ou des problèmes environnementaux) ;
- la durée de la migration (migration permanente, temporaire, circulaire) ;
- la destination de la migration (interne rurale-rurale ou rurale-urbaine, intra-régionale, internationale).

1. La migration rurale peut changer les relations de pouvoir entre femmes et hommes dans les communautés et les ménages ruraux

- Les changements dans les rôles et responsabilités sexospécifiques déclenchés par le processus migratoire (voir Encadré 1) peuvent être positifs ou négatifs, en fonction de la personne qui migre. Bien que ces changements puissent conduire à l'autonomisation des femmes, ils peuvent également être à l'origine de problèmes sociaux et psychologiques (voir Encadré 2).¹³
- Le fait de travailler à l'étranger peut renforcer le statut social et le pouvoir de négociation des migrants. Les migrantes, qui bénéficient dans les pays hôtes d'un plus grand degré d'indépendance sociale et économique, d'égalité entre les sexes et d'aides sociales, peuvent être réticentes à retrouver leurs anciens rôles et leur ancien statut dans un contexte patriarcal traditionnel.



ENCADRE 1 La migration peut transformer les relations entre les sexes dans les ménages et les communautés

Lorsque les hommes migrent et que les femmes restent au foyer, il se peut dans certains cas qu'il n'y ait que peu de changement dans les rôles sexospécifiques. Toutefois, si le mari/le chef de famille migre ou si les jeunes hommes qui fournissent un important apport de main-d'œuvre migrent, les retombées peuvent être substantielles. Dans de tels cas, les femmes prennent souvent en charge les responsabilités des hommes pour la production et la commercialisation agricole, les achats ménagers et les obligations sociales et communautaires, ou alors elles doivent prendre seules des décisions familiales qu'elles prendraient normalement en commun avec leur mari. Tous ces éléments peuvent s'avérer être un fardeau sauf si les femmes peuvent utiliser les envois de fonds pour embaucher de la main-d'œuvre et occuper des rôles de supervision plus autonomisants.

Lorsque les femmes migrent et que les hommes restent au foyer, les conséquences pour la famille restée au pays diffèrent en fonction de l'âge des femmes, de leur phase de vie et de leur profil familial. Les effets peuvent être modérés lorsque ce sont des jeunes femmes célibataires qui migrent, mais s'il s'agit de femmes mariées ayant des enfants en bas âge, les parents qui restent (en particulier les mères, les sœurs et les grand-mères) peuvent être débordés par la garde des enfants et les travaux ménagers. Néanmoins, la migration peut autonomiser les femmes : l'augmentation des revenus, les compétences, l'identité sociale et les réseaux des migrantes peuvent stimuler leur confiance en elles et leur pouvoir décisionnel au sein du ménage et de la communauté, ce qui en fait d'importants agents de changement culturel.

- La migration peut compromettre l'image positive de soi et l'épanouissement personnel de ceux ou celles qui restent au pays, et peut menacer la stabilité conjugale. Pour les hommes, la dépendance vis-à-vis des envois de fonds de leurs femmes peut être difficile sur le plan culturel (certains hommes ont alors recours à l'alcool, aux drogues ou à la violence domestique). Les femmes peuvent souffrir de solitude et isolement social et avoir moins confiance en elles-mêmes lorsque leurs maris migrent. Les enfants peuvent manquer d'exemples à suivre, de discipline ou de soins parentaux et, particulièrement si ce sont leurs mères qui migrent, leur éducation et leur santé peuvent être menacées.¹⁴

2. La migration a des conséquences différenciées selon les sexes sur les marchés du travail agricole

- Dans les zones très peuplées, l'émigration saisonnière ou permanente des hommes ou des femmes peut atténuer le sous-emploi dans l'agriculture, réduire la pression sur la terre et les autres ressources naturelles, et contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance. L'émigration rurale conduit souvent à la réaffectation du travail agricole domestique, les femmes se chargeant de tâches masculines ou vice versa (voir Encadré 3). Tandis que les pénuries de main-d'œuvre causées par la migration peuvent alourdir les charges de travail sexospécifiques et/ou se traduire par une baisse de la production et une plus grande insécurité alimentaire, les envois de fonds provenant de telles migrations peuvent apporter une compensation partielle,

à travers des investissements dans l'exploitation, l'embauche de main-d'œuvre, l'utilisation d'intrants ou l'atténuation des contraintes liées au crédit.¹⁵

- Lorsqu'un ménage peut se permettre d'embaucher de la main-d'œuvre grâce aux envois de fonds mais que la main-d'œuvre locale est rare, les ouvriers agricoles venant de régions ou de pays voisins viennent occuper les emplois vacants, avec des profils sexospécifiques précis répondant aux nouvelles demandes. Au Sénégal, par exemple, les migrants maliens (dont la plupart sont des hommes) remplacent les travailleurs sénégalais qui ont émigré en Europe ou dans les pays du Golfe. Aux Philippines, la migration des femmes à l'étranger est à l'origine d'une migration interne de femmes qui viennent apporter leur aide aux communautés dont sont originaires les migrantes en se chargeant des travaux domestiques ou de la garde des enfants.
- Les envois de fonds des migrants ne stimulent pas toujours la croissance agricole et des emplois, car ils sont souvent dépensés en biens ménagers et de consommation plutôt que dans l'agriculture.⁷ En revanche, de telles dépenses peuvent générer des opportunités d'emplois non agricoles locaux, créant ainsi un chemin hors de l'agriculture et vers des activités urbaines ou rurales non agricoles.¹⁶

3. Les envois de fonds des migrants et leurs nouvelles compétences peuvent améliorer les moyens d'existence et stimuler le développement rural

- Les envois de fonds peuvent aider les familles rurales pauvres à faire face aux risques de l'économie agricole et à l'instabilité des moyens d'existence. Avec un environnement favorable et approprié, les envois de fonds peuvent encourager les investissements productifs dans l'agriculture, desserrer les contraintes de crédit¹⁵ (qui affectent particulièrement les femmes) et stimuler les entreprises non agricoles (par ex., l'artisanat des femmes rurales, le commerce, les activités de transformation des aliments), créant ainsi un effet multiplicateur de revenus, au sein du ménage bénéficiant des envois, similaire à celui qui est créé par des transferts publics.¹⁷
- Si le revenu augmenté par les envois de fonds est dépensé sur des produits et services, il y a toutes les chances que cela génère un surcroît d'emplois dans la région bénéficiant des envois de fonds. Les envois de fonds des migrants ruraux mexicains aux États-Unis ont augmenté les revenus des familles destinataires de 10 %.⁷ Les ménages non migrants bénéficient également des « effets secondaires sur les revenus » des envois de fonds : des études réalisées en Asie du Sud et du Sud-Est ont montré que chaque migrant créait, en moyenne, trois emplois par le biais des envois de fonds.⁷
- Exposés à de différents systèmes sociaux et économiques dans le pays hôte, les migrants deviennent souvent des innovateurs sociaux, ramenant de nouvelles idées et compétences et de nouveaux savoir-faire et, dans certains cas, de nouvelles attitudes à propos de l'égalité entre les sexes. Les responsables politiques peuvent mettre à profit ces changements pour élaborer de nouvelles normes et législations du travail



Travailleur migrant interne venu de la campagne chercher un emploi en ville. Gare ferroviaire, Beijing, Chine.

respectant les sexospécificités et développer des partenariats publics et privés bénéficiant aux populations locales.

- Les différences sexospécifiques en matière de gains, de cycle de vie et de responsabilités familiales influencent la propension à envoyer des fonds : les hommes tendent à épargner ou à investir une partie de leur salaire, alors que les femmes, habituellement, consacrent les envois de fonds (qui représentent un pourcentage plus élevé du revenu des femmes) aux besoins de la famille.¹⁸
- Les attitudes à l'égard du travail rémunéré dans les communautés bénéficiaires varient également en fonction du sexe. Au Mexique, par exemple, certaines femmes des familles rurales recevant les envois de fonds se sont retirées du travail rémunéré (en grande partie, du travail mal rémunéré dans le secteur informel) pour se consacrer au travail reproductif, tandis que leurs homologues masculins ont délaissé leurs emplois du secteur formel pour créer leur propre entreprise (devenant ainsi des preneurs de risques).¹⁹
- En règle générale, les envois de fonds ont des retombées positives sur la santé et la nutrition alors que les retombées en matière d'éducation sont contrastées : la fréquentation des écoles s'est améliorée

ENCADRE 2 Sexospécificités et envois de fonds : migrantes rurales de la République dominicaine

- Lorsque les flux migratoires vers l'Espagne ont commencé, les femmes envoyaient des fonds à leurs maris. Parce qu'elles n'aimaient pas la façon dont les hommes géraient l'argent, elles envoyaient alors l'argent à leurs mères ou à leurs sœurs qui l'utilisaient pour les produits de consommation de base, pour l'éducation ou encore la santé.
- Les entreprises créées par des femmes au moyen des envois de fonds étaient généralement petites et connaissaient un taux d'échec élevé dû à la lourde charge de travail, aux contraintes de temps et à un accès insuffisant au financement, à l'éducation et à la formation.
- La communauté a bénéficié de la diminution de la malnutrition et de la mortalité infantile et de l'amélioration des commodités. Toutefois, la migration était également considérée comme étant à l'origine de problèmes sociaux tels que la désintégration familiale, le faible niveau d'instruction, l'abandon scolaire, les grossesses précoces et l'augmentation de l'usage des drogues chez les enfants.

Source: INSTRAW, 2006

ENCADRÉ 3 Retombées sexospécifiques de la migration sur la main-d'œuvre dans la riziculture

Certaines études suggèrent que les conséquences sexospécifiques de la migration sur la main-d'œuvre rurale sont extrêmement variables. Une enquête portant sur des ménages engagés dans la riziculture a conclu qu'aux Philippines, en Thaïlande et au Sud Vietnam, une proportion plus élevée de fils et de filles adultes que de pères migraient, alors qu'au Nord Vietnam, une proportion plus élevée de pères migraient. En Thaïlande, les femmes chefs de famille continuaient à apporter une contribution significative aux travaux dans les champs. Au Vietnam, la migration de main-d'œuvre s'est traduite par une certaine fluidité dans les rôles sexospécifiques, à mesure que les femmes chefs de famille prenaient en charge des tâches traditionnellement masculines (irriguer les champs, préparer les digues, appliquer les pesticides et transporter les récoltes). Au contraire, aux Philippines, les femmes chefs de famille se sont retirées des activités dans les champs et se sont davantage engagées dans la gestion de leurs exploitations et de leurs activités non agricoles génératrices de revenus. Alors que les envois de fonds étaient principalement utilisés pour l'alimentation et d'autres dépenses quotidiennes, certains étaient dépensés sous forme d'intrants agricoles. En revanche, les rendements rizicoles chez les ménages avec migrants et les ménages sans migrants étaient similaires, ce qui indique que la migration n'a pas affecté la productivité. Pour surmonter les contraintes financières et de gestion auxquelles les femmes étaient confrontées, une formation sur l'utilisation efficace des intrants dans la production rizicole fut apportée, ce qui s'est traduit par une augmentation des rendements.

Source: Paris et al. 2009

en Afrique du Sud, au Mexique et au Guatemala, alors que les résultats scolaires et la fréquentation des écoles ont diminué en Albanie, en particulier pour les filles ainsi que dans les zones rurales offrant une éducation de qualité médiocre.¹⁶ Au Pakistan, si les femmes bénéficiaires peuvent utiliser les envois de fonds pour embaucher de la main-d'œuvre, elles sont davantage susceptibles d'envoyer leurs enfants à l'école que les familles non migrantes.²⁰

4. Les migrants, en particulier les femmes, sont souvent vulnérables et confrontés à la discrimination

- La migration des femmes tend à se faire sur de courtes distances, généralement pour des emplois saisonniers, informels, parce qu'il est habituellement plus difficile pour elles de quitter leurs enfants ou, pour des raisons culturelles, de vivre loin de leurs familles, mais aussi parce que la migration peut être trop onéreuse (dépenses de transport, intermédiaires et réinstallation).
- Les migrants peuvent être très vulnérables jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi, apprennent la langue locale et deviennent conscients de leurs droits. S'ils ne parviennent pas à trouver un emploi, tombent malades ou perçoivent des salaires très bas, le risque d'endettement et d'appauvrissement est élevé, en particulier s'ils ont engagé de lourdes dépenses pour émigrer. Dans de telles situations de pression économique, les femmes peuvent être vulnérables à la prostitution ou à diverses formes de trafics.

- Des difficultés à obtenir des permis de travail, en particulier pour les femmes qui migrent afin de rejoindre leurs maris, peuvent confiner les migrant(e)s à un travail informel peu rémunéré sans avantages sociaux.
- Bien que les envois de fonds, en règle générale, réduisent la vulnérabilité des ménages et assurent des moyens d'existence meilleurs et plus sûrs, ils peuvent accroître la vulnérabilité lorsqu'ils représentent la source de revenus principale ou unique et diminuent soudainement ou cessent suite à la perte de travail par le migrant,²¹ par exemple, en raison de problèmes de santé ou d'une crise économique. Bien que les problèmes de santé puissent affecter autant les hommes que les femmes, les crises économiques tendent à avoir des retombées contrastées et sexospécifiques sur l'emploi, selon le secteur et les compétences concernés, entre autres facteurs.

QUELLES SOLUTIONS S'OFFRENT A NOUS ?

Une combinaison de mesures d'ordre juridique, politique et pratique est nécessaire pour fournir des alternatives viables à l'émigration rurale, assurer la protection et le bien-être des migrants, encourager les communautés et les ménages ruraux à tirer le meilleur parti des gains et des connaissances des migrants, et trouver des options viables et durables pour le retour et la réintégration au pays. Bien que les gouvernements aient une responsabilité majeure dans la mise en place de politiques migratoires sexospécifiques, l'engagement des populations concernées et de leurs organisations ainsi que celui des organisations d'employeurs et de travailleurs, à la fois dans les pays d'origine et dans les pays de destination, sont tout autant indispensables.

1. Traiter les facteurs de départ dans le cadre de l'émigration rurale avec une approche sexospécifique

- Fournir les biens publics essentiels pour améliorer la productivité et les revenus agricoles ; réduire les inégalités entre les sexes dans l'accès aux ressources productives ; stimuler la création de l'emploi rural et l'entrepreneuriat (avec des incitations spécifiques pour encourager l'emploi féminin ; enfin, alléger les charges de travail des femmes rurales (par exemple, au moyen d'infrastructures visant à faciliter l'accès à l'eau, au combustible, aux marchés, à l'éducation, à la formation et aux services de santé).
- Investir dans l'éducation et la formation professionnelle avec des opportunités égales pour les garçons et pour les filles pour leur offrir davantage d'options d'emploi où ils habitent (et pour renforcer les qualifications professionnelles des migrants potentiels).
- Investir dans les services de santé, assurer l'accès des femmes à la santé reproductive, et leur apprendre à améliorer la santé de leurs enfants et petits-enfants, car des individus en meilleure santé sont plus productifs et peuvent mieux assurer des moyens d'existence pour eux-mêmes et leurs familles au foyer, ou lorsqu'ils migrent.
- Influencer les modèles sexospécifiques de la migration par le biais de règles de sortie

sélectives (prohibitives, permissives, ou d'encouragement) affectant les migrants hommes et femmes différemment. Habituellement basées sur les statuts et les rôles des hommes et des femmes au sein de la famille et de la société, ces règles peuvent être mises en œuvre par les pays exportateurs de main-d'œuvre pour encourager ou empêcher de manière sélective les hommes ou les femmes à s'engager dans la voie de la migration de travail.

- Traiter les cas spécifiques de migration forcée conformément aux conventions et directives internationales, lesquelles comprennent des dispositions sexospécifiques pour les femmes déplacées et réfugiées fuyant les catastrophes naturelles et/ou les désastres causés par l'homme.

2. Développer des recherches sensibles aux sexospécificités sur la migration rurale pour soutenir la conception des politiques dans les pays/régions d'origine et de destination

- Collecter et analyser des données ventilées par sexe sur les migrants ruraux et les flux migratoires (à court et à long terme, internationales/intérieures, Sud-Sud ou Sud-Nord).
- Ventiler les données sur les envois de fonds par sexe/types de migration, afin d'examiner les différences entre les modèles d'envois de fonds (flux et utilisation) et leur rôle dans la réduction de la pauvreté et le développement des communautés.
- Évaluer les retombées, différenciées selon les sexes, de la migration sur les moyens d'existence ruraux et la production agricole, y compris :
 - les dynamiques sexospécifiques sous-tendant les décisions de migration, en particulier les raisons en faveur de la migration et ses retombées sur les régions/pays d'origine et de destination ;
 - les conséquences de la transformation de l'agriculture entraînée par les progrès technologiques sur la demande de/le déplacement des mains-d'œuvre rurales masculine, féminine et jeune ;
 - les conséquences des migrations sur la main-d'œuvre, la production et la sécurité alimentaire agricoles et rurales et sur les rôles de garde des enfants et de reproduction ;
 - les effets des nouvelles compétences, des nouveaux savoir-faire et des fonds acquis à l'étranger sur l'investissement agricole et les systèmes de production.

3. Développer des instruments et des cadres juridiques qui aident les migrants, en particulier les femmes, à accéder à un travail décent

- Définir un statut d'entrée qui permette aux migrants, hommes et femmes, d'avoir un accès égal aux droits de résidence, sociaux et relatifs à l'emploi dans les pays d'accueil. Les migrantes étant souvent perçues comme « dépendantes » (épouse ou fille d'un homme « indépendant » avec qui elles migrent), il se peut qu'elles soient confrontées à des difficultés pour obtenir les permis de résidence et de travail, ce qui limite leur accès aux droits juridiques et sociaux et les laisse dans des situations irrégulières et précaires.

- Promouvoir les associations de migrantes, l'adhésion des femmes à des associations mixtes et l'adhésion des migrants aux syndicats professionnels ou de travailleurs. Ceci peut faciliter l'accès à l'information sur le processus de migration (risques, politiques d'immigration, conditions de travail et droit du travail dans le pays/ la région de destination), à l'assistance juridique et sociale et au système de santé.
- Encourager les discussions entre les gouvernements, les partenaires sociaux (organisations d'employeurs et syndicats), la société civile et les communautés de migrants, de sorte que les contributions des migrants soient reconnues, que leurs droits soient protégés et que des changements économiques et sociaux positifs puissent se produire.
- Introduire une législation nationale du travail et des migrations conforme aux normes internationales pour la protection juridique des migrants (en particulier les femmes), et aux normes internationales du travail, afin d'assurer de conditions de travail décentes aux migrants tout comme aux travailleurs du pays. Le Cadre multilatéral pour les migrations de main-d'œuvre de l'OIT fournit un guide complet et sensible aux sexospécificités, sur les principes, les normes internationales, les

mesures institutionnelles et les actions pratiques.

4. Maximiser les bénéfices de la migration, dans les régions d'origine, en termes d'égalité entre les sexes et de développement.

- Soutenir les associations de migrantes dans leur action visant à promouvoir l'égalité entre les sexes une fois de retour dans le pays d'origine, grâce à des projets qui encouragent les migrantes, à leur retour, à devenir des agents de changement dans les communautés locales.
- Pour ceux et celles qui reviennent au pays, y compris les migrantes qui ont gagné une indépendance, de la confiance en soi et des compétences en travaillant à l'étranger, créer les conditions leur permettant d'obtenir un emploi et/ou de se lancer dans des activités entrepreneuriales.
- Fournir des informations et des incitations pour optimiser l'utilisation des envois de fonds dans les zones rurales d'origine, avec des modalités qui prennent en compte les besoins sexospécifiques et assurent des avantages équitables sur le plan de l'égalité entre les sexes. Les stratégies visant à renforcer la contribution de la migration aux moyens d'existence ruraux ainsi qu'au bien-

être et au développement communautaire devraient:

- Assurer des circuits d'envoi des fonds sûrs, efficaces et peu onéreux et faciliter aux hommes et aux femmes l'accès aux institutions financières ;
- Développer des instruments et mécanismes spéciaux qui aident les femmes à exercer un contrôle sur leurs envois de fonds au pays et à jouer un rôle actif dans les décisions concernant la façon dont les envois de fonds sont utilisés ;
- Encourager les migrants, hommes et femmes, à mettre en place une utilisation collective de leurs envois de fonds au profit de projets de développement ruraux locaux dans leurs communautés d'origine. Le Centre Asiatique de Migration de Hong Kong (Asian Migration Centre), par exemple, invite les travailleurs migrants à participer à une épargne collective visant à effectuer des investissements durables dans leurs pays d'origine. Les migrantes, en association avec leurs familles restées au pays, avec les autorités locales et les institutions sociales, peuvent jouer un rôle important dans la conception de projets sensibles à l'égalité entre les sexes et qui peuvent améliorer le bien-être global de leurs communautés par le biais d'investissements dans la santé, la garde des enfants ou l'éducation.

Notes de fin de page

- 1** INSTRAW. 2006. García M. and Paiewonsky A. *Gender, Migration, Remittances and Development*. Santo Domingo.
- 2** Nations Unies 2009. Division de la Population (<http://esa.un.org/migration/index.asp?panel=1>). New York.
- 3** FAO, 2008. Anriquez G. & Stloukal L. *Rural Population change in developing countries: lessons for Policymaking*. Rome.
- 4** FAO. 2007. RoA Project brief, Number 2, T. Sakuyama, *The Roles of Agriculture project*. Rome.
- 5** INEGI. 2002. *Estados Unidos Mexicanos. Perfil sociodemográfico. XII Censo General de Población y Vivienda 2000*. Mexico City.
- 6** Nations Unies, Division de la Population – INSTRAW (<http://www.un-instraw.org/en/>

- grd/facts-and-figures/facts-and-figures-feminization.html). New York.
- 7** FIDA et FAO. 2008. *Migrations internationales, envois de fonds et développement rural*. Rome.
- 8** FAO, 2009. Fontana, M. with Paciello C. *Dimensions de parité et emploi rural : Comment sortir de la pauvreté?*. Communication présentée à l'atelier FAO-FIDA-OIT sur les disparités, les tendances et la recherche actuelle dans les dimensions sexospécifiques de l'emploi agricole et rural : des cheminements différenciés pour sortir de la pauvreté. 31 mars - 2 avril 2009, Rome.
- 9** COMPAS Survey (Center on Migration, Policy and Society). 2008. *Report for the Trades Union Congress*, UK.
- 10** PNUD. 2005. *The Potential Role of Remittances*

- in Achieving the Millennium Development Goals – An Exploration*. Background Note, Roundtable on Remittances and the MDGs, September 2005. New York.
- 11** FAO. 2004. LSP working paper 14. *Till to Tiller: Linkages between international remittances and access to land*. Rome.
- 12** Banque mondiale, 2005. Adams, R. and Page, J. *Do International Migration and Remittances Reduce Poverty in Developing Countries*. Washington D.C.
- 13** UN DESA. (DAES/NU) 2008. *Rural Women in a Changing World: Opportunities and Challenges*, Division for the Advancement of Women, October, pp. 20-23.
- 14** Tolstokorova, A. 2009. *Multiple Marginalities: Gender dimension of rural*

- poverty, unemployment and labour migration in Ukraine*. Communication présentée lors de l'atelier FAO-FIDA-OIT, op.cit. Rome.
- 15** FAO, 2009. Fontana, M. and Paciello, C. op. cit.; and Paris et al. 2009. *The impact of labour out migration on rice farming households and gender roles: synthesis of findings in Thailand, the Philippines and Vietnam*. Communication présentée lors de l'atelier FAO-FIDA-OIT, op.cit. Rome.
- 16** FAO. 2007. Miluka, J., Carletto, G., Davis, B. and Zezza, A. *The Vanishing Farms? The Impact of International Migration on Albanian Family Farming*, ESA Working Paper No. 07-09. Rome.
- 17** Sadoulet, E., de Janvry, A. and Davis, B. 2001. *Cash Transfer Programs with Income*

- Multipliers: PROCAMPO in Mexico*. *World Development*, 29 (6):1043-1056.
- 18** UNFPA-IOM. 2006. *Female Migrants: Bridging the Gaps throughout the Life Cycle*. UNFPA-IOM Expert Group Meeting, New York, 2-3 May 2006. New York.
- 19** Amuedo-Dorantes and Pozo, 2006. Remittances as insurance: evidence from Mexican immigrants. *Journal of Population Economics*.
- 20** Banque mondiale. 2006. Mansuri, G. *Migration, school attainment and child labour: evidence from rural Pakistan*. Washington D.C.
- 21** Waddington, Clare. 2003. *Livelihood Outcomes of Migration for poor people*. Working paper T1 – Development Research Centre on Migration, Globalization and Poverty.

TOOLS

Cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main d'œuvre : *Principes et lignes directrices non contraignantes pour une approche de migration de main-d'œuvre fondée sur les droits, 2006* - http://www.ilo.org/public/english/protection/migrant/download/multilat_fw_k_fr.pdf

CONTACTS

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Elisenda Estruch : elisenda.estruch@fao.org

Fonds international de développement agricole (FIDA)
Rosemary Vargas-Lundius : r.vargaslundius@ifad.org

Bureau international du travail (BIT) Patrick Taran : taran@ilo.org

Ce document d'information a été préparé par Soline de Villard, avec Jennie Dey de Pryck (pour la FAO), avec des contributions de Patrick Taran (BIT), Elisenda Estruch (FAO) et Monika Percic (FAO)

Rédactrice en chef : Soline de Villard (FAO)

Coordination : Eve Crowley (FAO), Rosemary Vargas-Lundius (FIDA) et Loretta de Luca (BIT).